



Le pilier social européen, une réponse à la précarité des migrants européens après le Brexit ?

Alors que la Commission Juncker annonce l'arrivée prochaine d'un « pilier social » pour relancer le projet européen, le CEDEM ULg (Centre d'études de l'ethnicité et des migrations de l'Université de Liège) mène un projet de recherche de grande ampleur sur les politiques de protection sociale accessibles aux migrants dans 40 Etats. Le 25 avril prochain, chercheurs, politiques, et représentants de la société civile discuteront à Bruxelles des premiers résultats et du futur des politiques de protection sociale dans une Europe post-Brexit

Liège, 19 avril 2017 – Comment la crise économique et le Brexit ont-ils affecté l'accès des migrants européens aux politiques de protection sociale en Europe ? Quels droits sociaux emporte-t-on avec soit quand on migre ? Le projet « Migration, Transnationalisme et Protection Sociale » (MiTSoPro) dirigé depuis 2016 par Jean-Michel Lafleur à la Faculté des Sciences Sociales de l'ULg cherche à répondre à ces différentes questions. Plus précisément, les chercheurs sont en train de recenser les politiques sociales à destination des migrants pour, à terme, déterminer qui sont les migrants les mieux et les moins bien protégés face aux différents risques sociaux.

Leur premier constat est qu'il y a une nette évolution vers une plus grande précarité des migrants depuis le début de la crise économique en 2008 : « *Aujourd'hui, même en ce qui concerne les citoyens européens qui ont pourtant un droit à la libre circulation dans l'UE, les politiques sociales jouent un rôle majeur dans la stratégie des Etats pour trier les migrants. Autrement dit, le droit à la mobilité est de plus en plus limité aux seuls migrants capables de démontrer qu'ils ont des compétences professionnelles recherchées sur le marché du travail et qui présentent en même temps peu de risques de faire usage du système de protection sociale* », souligne Jean-Michel Lafleur.

Les citoyens européens pour cible au Royaume-Uni et en Belgique

Pour les chercheurs, l'arrivée importante de réfugiés en 2015 et le contexte xénophobe entourant le référendum sur le Brexit ont renforcé cette tendance à limiter les droits sociaux des migrants qu'ils soient européens ou non. Le Royaume-Uni n'est pourtant pas une exception.

« *Depuis 2010, la Belgique se fait remarquer au niveau européen par une politique drastique de retrait de permis de résidence aux migrants européens faisant un usage jugé 'déraisonnable' de l'aide sociale. A ce jour, plus de 12.000 Européens ont été victimes de cette pratique autorisée par une directive européenne de 2004. Une partie d'entre eux sont devenus des sans-papiers d'un nouveau genre, c'est-à-dire des citoyens européens libres d'aller et venir mais sans accès à la santé, par exemple. Sans permis de résidence, ils sont condamnés à travailler au noir et se retrouvent à la merci d'employeurs tirant profit de leur situation légale* », précise Jean-Michel Lafleur.

CONTACTS PRESSE

DIDIER MOREAU

+32 (0)4 366 52 17
+32 (0)494 57 25 30
dmoreau@ulg.ac.be

MARIE LIÉGEOIS

+32 (0)4 366 52 11
+32 (0)494 16 09 83
marie.liegeois@ulg.ac.be

www.ulg.ac.be/presse
press@ulg.ac.be



PRESSE | Communiqué de presse



Pour ces citoyens européens précaires, le développement d'un véritable pilier européen des droits sociaux garantissant un niveau de protection sociale minimal dans l'Union semble donc devenir une urgence.

Plus d'infos

« What Future for Immigrant Social Protection? » - Conférence et dialogue avec des représentants des institutions européennes - 25 avril 2017, 14h00 > 16h30 - Résidence Palace, International Press Center (Salle Maelbeek), Rue de la Loi 155, 1000 Bruxelles. Programme complet et inscriptions : www.labos.ulg.ac.be/socialprotection

Contact

Jean-Michel Lafleur, + 32 (0)4 366 46 80 | +32 (0)499 15 74 74 | jm.lafleur@ulg.ac.be

CONTACTS PRESSE

DIDIER MOREAU

+32 (0)4 366 52 17
+32 (0)494 57 25 30
dmoreau@ulg.ac.be

MARIE LIÉGEOIS

+32 (0)4 366 52 11
+32 (0)494 16 09 83
marie.liegeois@ulg.ac.be

www.ulg.ac.be/presse
press@ulg.ac.be



www.ulg.ac.be